



I-Sahel



Infos du Sahel

VOTRE BIMENSUEL DU 11 AU 26 FEVRIER 2024

sahelnews333@gmail.com

N° 001



Le Sénégal, une démocratie qui s'affaisse

P. 2,3 ET 4

INSÉCURITÉ AU SAHEL:
LES JIHADISTES À
L'HEURE DU **DRONE**
« ARMÉ »



P. 7 ET 8

LES PAYS DE L'AES
CLAQUENT LA PORTE
DE LA **CEDEAO**



P. 9 ET 10

Report de la Présidentielle : quand l'exception sénégalaise fait fausse route



*Une rue de Dakar barrée par des manifestants
Crédit photo: https://twitter.com/Sidy_Ndao_*

Le report de la Présidentielle au 15 décembre risque d'aggraver les tensions politiques et sociales au Sénégal.

Le discours est annoncé pour samedi 3 février à 12 heures. Finalement, le chef de l'Etat du Sénégal ne s'adressera à ses compatriotes que deux heures plus tard. Dans une allocution en français et en wolof, Macky Sall fait savoir aux Sénégalais que l'élection présidentielle prévue le 25 février 2024 ne se tiendra pas à date échue. Pour ce faire, il a tout simplement révoqué le décret pris il y a quelques mois pour convoquer le corps électoral. Le président Sall évoquera pour raison la crise latente entre deux institutions : le législatif et le judiciaire.

Après le dépôt de 93 dossiers candidatures au Conseil constitutionnel, ladite juridiction n'en a validé que 21 dans un premier tri le 12 janvier.

A la suite au recours d'un candidat sur la double nationalité franco-sénégalaise de Karim Wade qui devait porter les couleurs du Parti démocratique sénégalais (PDS), les juges constitutionnels ont invalidé la candidature de ce dernier, lors de la publication de la liste définitive le 20 janvier. S'insurgeant contre l'irrecevabilité du dossier du fils de l'ancien président du Sénégal, le PDS organise la riposte. Sur Twitter, Karim Wade qui vit en exil à Doha, au Qatar, depuis sa libération de prison en 2016, pointe du doigt le Premier ministre, Amadou Bâ, par ailleurs candidat du pouvoir, choisi par Macky Sall.

Dans la foulée, l'idée de la mise sur pied d'une commission d'enquête parlementaire est brandie par son camp qui s'appuiera finalement sur les députés de la majorité présidentielle pour y parvenir.

Les députés doivent enquêter sur des soupçons de corruption visant deux juges constitutionnels, mais aussi sur le processus électoral émaillé de contestation au sujet du parrainage.

Plusieurs candidats se sont plaints d'avoir été lésés lors de la vérification de leurs parrains-électeurs. La veille de la déclaration du président Sall, une autre candidate, Rose Wardini est arrêtée par la Division des investigations criminelles en raison de sa double-nationalité franco-sénégalaise. Pour autant, est-ce suffisant pour repousser sine die une élection ?

Amadou Bâ contesté, crainte d'une victoire de la mouvance Sonko

Le camp présidentiel se fissure, enregistrant des départs. Ministre secrétaire général du gouvernement, l'ancien journaliste Abdou Latif Coulibaly démissionne. Il en est de même pour Eva Marie Coll Seck qui était à la tête de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Au même moment, des partisans du premier ministre ruent dans les brancards, dénonçant un coup orchestré contre ce dernier qui ne serait pas, selon certains sondages, en mesure d'assurer la victoire au camp présidentiel dès le premier tour. Selon ces sondages, le candidat Bassirou Diomaye Faye, actuellement en prison et plan B de PASTEF de l'opposant radical, Ousmane Sonko serait en pole position pour remporter les élections.

« Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent qu'on doit organiser une élection pour la gagner », a dit sur la télévision privée TFM, Zahra Iyane Thiam, directrice de l'Agence sénégalaise de Promotion des exportations (ASEPEX) et proche du premier ministre.

Les candidats retenus pour prendre part à la Présidentielle se réunissent le samedi et décident d'entrer en campagne le lendemain, jour de l'ouverture de la campagne électorale.

Rendez-vous est donné à leurs militants à Dakar, sur la VDN, près du cimetière catholique Saint-Lazare. Le jour-j, plusieurs dizaines de personnes répondent à l'appel mais sur place un dispositif sécuritaire composé de gendarmes les y attendent. C'est parti pour des heurts qui se solderont par l'arrestation de plusieurs manifestants et de certains de leurs leaders, dont l'ancien Premier ministre Aminata Touré, devenue l'une des plus farouches opposants de Macky Sall et la candidate Anta Babacar Ngom, fille d'un magnat de l'aviculture au Sénégal,

Des députés expulsés de l'Assemblée le temps d'un vote

Lundi 5 février, les députés sont convoqués à l'Assemblée nationale pour examiner une proposition de loi du groupe parlementaire des libéraux, portant report de la Présidentielle. Encore une fois, des partis de l'opposition et des organisations de la société appellent à la mobilisation devant l'hémicycle pour dire non au vote de cette loi. Comme les jours précédents, les forces de l'ordre empêchent l'accès à l'Assemblée.

Il ne restait dès lors qu'aux députés de l'opposition regroupés au sein de *Yewwi Askanwi* (libérer le peuple, en wolof) et de *Taxawu* (Soutenir le peuple) de s'« ériger en boucliers de la démocratie ». En vain. Puisqu'après avoir tenté d'empêcher le « vote sans débat » voulu par le camp d'en face, les députés de l'opposition qui occupaient le pupitre de l'Assemblée ont été expulsés de la salle par la gendarmerie, à l'effet de la poursuite de la séance sanctionnée par l'adoption de la loi portant dérogation à l'article 31 de la Constitution. La Présidentielle est ainsi reportée de dix mois au lieu des six préconisés par les députés libéraux, porteurs de la proposition de loi. Le scrutin présidentiel se tiendra le 15 décembre. Suffisant pour mettre le feu aux poudres.

Un vendredi noir

Les réactions se multiplient et se ressemblent. Presque tous les secteurs de la société civile se sont prononcés contre le report de la présidentielle et rendez-vous était pris le 9 février pour exprimer ce désaccord. Entre-temps, l'accès à internet via les données mobiles a été rétabli, par suite à une « injonction » des Etats-Unis. Mais le rassemblement « pacifique » prévu à la Place de la Nation, ancienne place de l'Obélisque se transformera en guérilla urbaine. Car dès que les premiers manifestants se sont approchés de ce lieu mythique de contestation au Sénégal, ils ont été sommés par les policiers de quitter les lieux au prétexte que le rassemblement n'est pas autorisé. C'est ainsi parti pour une longue journée de heurts. Visiblement déterminés à réprimer tout ce qui peut en être l'objet, la police n'épargne pas les journalistes. Des reporters identifiables par leurs gilets et cartes de presse sont sommés de « dégager », leurs matériels endommagés.

Certains d'entre eux sont molestés au moment où les relations entre la presse et le pouvoir ne sont pas des meilleures suite au retrait par l'Etat de la licence de la télévision privée *Walfadjri*.

A Saint-Louis, une procession de plusieurs dizaines de personnes est dispersée par les policiers. Finalement, la première victime sera enregistrée dans cette ville connue pour être l'ancienne capitale du Sénégal. Alpha Yéro Tounkara, étudiant, perd la vie après avoir été atteint par une balle.

Des informations font état de deux autres décès, respectivement dans la banlieue dakaroise et à Ziguinchor dans le sud du pays. Des dégâts matériels ont été aussi enregistrés au cours de ces échauffourées qui annoncent des lendemains sombres pour ce pays jadis considéré comme le bon élève de la démocratie en Afrique de l'Ouest.

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union européenne et l'Organisation des Nations unies ont appelé les acteurs politiques à travailler ensemble pour préserver cette réputation, non sans inviter les autorités à tenir les élections conformément à la Constitution.

I-Sahel

Crise politique au Sénégal : les raisons du changement de ton de la CEDEAO

L'institution sous-régionale a exigé une nouvelle date pour le scrutin présidentiel avant de demander aux autorités sénégalaises de se conformer aux dispositions de la Constitution, faisant dire aux spécialistes qu'elle a durci le ton.

Samedi 3 février, correspondant à la veille de l'ouverture de la campagne électorale, le président de la République du Sénégal a, dans une adresse à la nation, révoqué le décret portant convocation du corps électoral le 25 février 2024. Macky Sall s'appuie sur ce qu'il considère comme une crise institutionnelle, entre le parlement et le Conseil constitutionnel sur fond de soupçons de corruption contre deux juges de cette juridiction. L'invalidation, par les 7 sages, de la candidature de Karim Wade, fils de l'ancien président du Sénégal est évoquée comme principale raison de cette crise.

La décision du chef de l'Exécutif sénégalais provoquant des manifestations violentes dans son pays n'a pas laissé indifférent la communauté internationale. Dans un premier temps, la commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a exprimé sa préoccupation quant aux circonstances qui ont conduit au report de l'élection », lançant un appel aux autorités « à accélérer les différents processus afin de fixer une nouvelle date pour l'élection ».



*Session extraordinaire du Conseil de médiation et de sécurité au niveau ministériel de la CEDEAO du jeudi 8 février.
Crédit photo: CEDEAO*

Cependant trois jours après, l'institution sous-régionale fait évoluer son discours. Mardi 6 février, l'organisation communautaire a encouragé la « classe politique à prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir le calendrier électoral aux dispositions de la constitution ».

Pour plusieurs observateurs, cette évolution est compréhensible. L'institution sous-régionale fait face, de plus en plus à des contestations de l'opinion sous-régionale aux yeux de laquelle, elle passe pour un « syndicat » qui protège les chefs d'Etat au détriment des peuples. Pour ces observateurs des crises politiques qui secouent la sous-région, il est très difficile pour les populations de comprendre l'attitude d'une institution comme la CEDEAO qui serait toute griffe dehors contre les coups d'Etats armés, mais indulgente vis-à-vis des « putschs civils ». Or, à les en croire, le report sine die du scrutin présidentiel du 25 février n'est rien d'autre qu'un coup de force constitutionnel.

Ils en sont d'autant plus convaincus que la loi portant report de dix mois des élections présidentielles a été adoptée au forceps. Les députés qui s'opposaient au « vote sans débat » ont été expulsés de l'Assemblée nationale par le Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN).

Pour ces analystes, ce « durcissement » de ton s'imposait de lui-même. Qui plus est, la crise politique sénégalaise surgit au moment où la CEDEAO est confrontée à une fronde menée par le Mali, le Burkina et le Niger. Dirigés par des militaires, ces trois pays ont décidé, avec effet immédiat de se retirer de l'organisation qu'ils accusent d'être sous la coupe de puissances étrangères. Un développement qui intervient après que l'organisation a menacé de déployer des forces militaires au Niger pour rétablir Mohamed Bazoum dans ses fonctions. Et ironie du sort, le Sénégal fait partie des pays favorables à cette opération finalement abandonnée en « plein vol » pour privilégier la voie diplomatique. Ce qui rajoute au malaise d'une organisation qui semble jouer sa crédibilité avec la crise politique en cours au Sénégal. Saura-t-elle dès lors relever le défi ? Elle dit en tout cas, restée « saisie » et « attentive aux événements », ajoutant qu'elle « prendra toutes les mesures nécessaires pour accompagner le gouvernement et le peuple sénégalais à maintenir la tradition démocratique du Sénégal ».

Compte tenu de cela, il était attendu que la situation politique au Sénégal soit discutée lors de la session extraordinaire du Conseil de médiation et de sécurité élargi au niveau ministériel tenue le jeudi 8 février à Abuja. Finalement, les travaux n'ont porté que sur le retrait du Mali, du Niger et du Burkina de la CEDEAO.

I-Sahel

Au SAHEL, les jihadistes expérimentent les drones « armés »

L'insurrection armée liée aux activités de groupes jihadistes au Sahel est en train de prendre une nouvelle tournure. Alors que les armées régulières confrontées à cette guerre asymétrique voient leurs moyens renforcés par leurs gouvernements respectifs, notamment en ce qui concerne les vecteurs aériens, avec l'acquisition de drones de surveillance et de combats, les jihadistes ne sont pas en reste. Ces derniers sont passés à une étape supérieure à travers l'expérimentation des drones...armés.

Tout a commencé en 2021, lorsque le Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimin (JNIM) ou Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) entame un renouvellement de son modus operandi avec l'exploration de nouvelles techniques et tactiques. Pour mener à bien cette transformation opérationnelle, le groupe jihadiste du touareg malien, Iyad Ag Ghali a investi dans la technique du moment, à savoir l'utilisation de petit drone emportant des charges explosives.

En effet, dans un souci d'adaptation aux réalités de l'espace actuel, le JNIM a mis en place un programme de conditionnement de petits drones pouvant embarquer des charges explosives. Ce programme est mis en place au centre du Mali sous la direction d'un lieutenant de la Katiba Macina.



Un drone civil Mavic Pro
Crédit photo: www.01net.com

Pour ce faire, courant 2022, le groupe jihadiste va se procurer de petits drones de type Mavic Pro pour étudier leurs résistances dans les conditions météorologiques difficiles du Sahel. Un ancien jihadiste explique : « dans notre base, il y avait 4 drones Mavic Pro que chaque combattant essayait de manipuler ».

Du fabricant chinois Da Jiang Innovation (DJI), le Mavic Pro est un drone compact et pliable. Lancé en septembre 2016, le Mavic Pro a été l'un des premiers drones à offrir des fonctionnalités avancées dans un format portable. Il est équipé d'une caméra stabilisée sur une nacelle à 3 axes capable de filmer en 4K à 30 images par seconde et de prendre des photos de 12 mégapixels. La stabilisation assure des images fluides même en vol. C'est cet appareil destiné à un usage civil que le groupe jihadiste a détourné à des fins de combat.

Le JNIM enverra également un premier groupe de 6 combattants en Libye suivre une formation sur l'utilisation et le conditionnement des drones. « En Libye, ces combattants ont pu manipuler des drones et appris comment fabriquer les explosifs », explique un expert indépendant.

Selon nos informations, ce sont deux groupes de six combattants qui ont été envoyés en Libye pour suivre cette formation.

Après cette phase de renforcement de capacité de des ressources humaines, début 2023, le JNIM met en place un atelier de conditionnement des drones et de fabrication des explosifs dans des zones du centre du Mali et à la frontière burkinabè.

Après plusieurs étapes de conditionnement et de fabrication des munitions, le JNIM commence la phase d'essai dans ses bases du centre du Mali et à la frontière du Burkina Faso. Notamment dans la forêt de Foulsaré où « un groupe d'experts testent l'efficacité des explosifs et l'autonomie du drone courant 2023 », explique un spécialiste de la zone.

Progressivement, le JNIM réadapte ses drone faciles à trouver sur les marchés de la sous-régions et leurs munitions. C'est ainsi que le 1er septembre 2023, deux drones du groupe larguent deux charges explosives sur une position de la milice Dan Nan Ambassagou à Korondoli, dans la commune de Timiliri (Mopti). Durant, le reste de l'année 2023, le groupe jihadiste continue d'améliorer le déploiement opérationnel de ses drones.

Dès 2024, l'utilisation des drones devient presque systématique par le JNIM qui vise deux fois le camp des Forces de défense et de sécurité burkinabé de Sollé (Loroum), une première fois le 11 janvier 2024 et une seconde fois le 27 janvier 2024.

Les deux tentatives ne font pas fait de dégâts car les charges explosives, des grenades explosives n'ont pas explosé, car l'étui était vide.

Le 24 janvier 2024, c'est au tour du camp FAMa d'Ogassagou d'être visé par un drone dont la charge explosive, un obus de mortier, blesse un soldat malien.

C'est dire que les drones sont de plus en plus utilisés par le JNIM en appui à ses opérations pour créer une diversion ou pour maintenir un niveau de menace permanente. Ce nouvel outil est un atout supplémentaire pour le JNIM qui continue de le perfectionner avec des mises à niveau chaque fois qu'une opération a lieu. Un nouveau défi pour les gouvernements des Etats sahéliens qui multiplient les efforts ces dernières années pour venir à bout des groupes jihadistes.

I-Sahel

Les pays de l'AES claquent la porte de la CEDEAO : Un retrait qui passe difficilement

Après avoir officialisé leur sortie de la CEDEAO, le Mali, le Niger et le Burkina pourraient aller encore plus loin.

Le Mali, le Burkina et le Niger l'ont fait. Les trois pays sahéliens ont annoncé leur retrait « sans délai » de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dimanche 28 janvier. Dans un communiqué conjoint signé par les dirigeants des trois Etats sahéliens, il est reproché à l'organisation communautaire d'œuvrer contre les intérêts de ses membres. Pour Bamako, Ouagadougou et Niamey, l'institution sous-régionale a trahi les idéaux qui ont motivé sa création et serait sous l'influence de puissances étrangères. Ils en veulent pour preuve, les sanctions infligées au Mali, au Burkina et au Niger suite à la prise du pouvoir dans ces pays par des militaires.

Cette décision est intervenue pourtant dans un contexte d'apaisement entre le Niger et la CEDEAO. En effet, l'organisation communautaire qui, dans un premier temps, avait menacé d'intervenir militairement à Niamey pour rétablir Mohamed Bazoum dans ses fonctions de président élu, a finalement privilégié la voie diplomatique et a même reconnu le coup d'Etat du 26 juillet. Lors de son dernier sommet tenu en décembre à Abuja, l'instance dirigeante de la CEDEAO, la Conférence des chefs d'Etat s'est prononcée en faveur d'un allègement des sanctions contre le Niger à condition que Niamey lâche également du lest, en libérant le président Bazoum et sa famille.



Le général Tiani, le colonel Goita et le capitaine Traoré, dirigeants de l'AES

Aussi un comité ad-hoc constitué de trois pays, le Togo, le Bénin et la Sierra Leone a été désigné pour mener les discussions avec les militaires du Conseil national pour la Sauvegarde de la patrie (CNSP).

Depuis, des discussions étaient en cours non seulement autour de la libération de la famille Bazoum mais également sur une transition de courte durée. D'ailleurs, les pourparlers ont déjà donné leurs premières retombées avec la libération de Salem Bazoum en début d'année pour des raisons humanitaires. Qu'est ce qui s'est passé donc pour que les trois pays se retirent de la CEDEAO ?

Pour le moment, pas de réponse claire à cette question même s'il faut souligner que les trois pays se sont inscrits ces derniers jours dans une dynamique de s'isoler des bloc et partenariat traditionnels. Ils se sont passé le mot dans leur rejet d'un partenariat exclusif avec Paris, renforçant leurs liens avec Moscou.

Après Bamako qui a poussé l'opération Barkhane vers la sortie en 2022, c'est autour de Ouagadougou de dénoncer les accords militaires avec Paris avant que Niamey ne prenne le relais, obtenant fin décembre, le départ définitif des militaires Français du territoire nigérien.

En septembre 2023, le colonel Assimi Goita, le général Abdourahamane Tiani et le capitaine Ibrahim Traoré ont signé la charte du Liptako-Gourma, instituant la création de l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

Pour les dirigeants sahéliens, il s'agit de lutter plus efficacement contre les groupes jihadistes liés à Al-Qaïda ou l'Etat islamique dans la région des trois frontières, considérée comme l'épicentre de l'insurrection au Sahel. Mais pas que.

Les autorités des trois Etats ont multiplié les rencontres pour explorer la possibilité d'aller ensemble vers une Confédération, pour une intégration économique réelle. Dans ce sens, la mise en place d'une Union économique monétaire a été évoquée lors d'une rencontre qui a réuni, à Bamako, les ministres de l'Economie et des Finances des pays de l'AES

Aussi, le Niger et le Burkina Faso ont annoncé leur retrait du G5 Sahel, en solidarité avec le Mali qui avait déjà quitté le bloc sahélien créé en 2014 pour lutter contre le terrorisme. Ce qui semble indiquer que la prochaine étape sera le départ de ces trois pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine et l'abandon du franc CFA. Dans un entretien avec le journaliste Alain Foka, le président de la transition burkinabè, le capitaine Traoré n'écarte pas cette éventualité. Mais on n'en est pas encore là.

La CEDEAO qui ne semble pas prête à se séparer de ces Etats du sahel central se bat pour les maintenir en son sein. Dans ce sens, la Commission de l'organisation communautaire a réagi, en précisant n'avoir pas reçu notification du retrait des trois États.

L'organe exécutif de l'institution sous-régionale fait savoir en conséquence que le Burkina, le Mali et le Niger restent membres de la CEDEAO non sans annoncer des discussions pour trouver une solution diplomatique à la présente crise. Mais sans compter la détermination de Ouaga, de Bamako et de Niamey de rompre définitivement les amarres avec l'institution sous-régionale.

Les trois capitales ont envoyé une missive à la commission lui notifiant qu'elles prenaient leur indépendance avant de revenir plus tard lui signifier qu'elles n'étaient pas liées aux contraintes de délai évoqué par la CEDEAO dont le Conseil de Médiation et de sécurité s'est réuni en session extraordinaire jeudi 8 février pour qualifier de « poudre aux yeux » les motivations des trois Etats frondeurs.

I-Sahel

Le Capitaine Ibrahim Traoré catégorique : « Plus jamais de CEDEAO »

Le Burkina, le Mali et le Niger ont quitté l'institution sous-régionale.

Dans un entretien avec Alain Foka, le Capitaine Ibrahim Traoré, président de la transition du Burkina a dénoncé ouvertement les pratiques politiques et les contraintes imposées par les alliances internationales. « *Y a beaucoup de putschistes parmi les chefs d'État de la CEDEAO. Donc, ce n'est pas une question de putschistes, c'est juste un masque* », a déclaré Traoré, soulignant ce qui pourrait s'apparenter à de l'hypocrisie de certains dirigeants qui, à l'en croire, « n'ont jamais respecté les textes fondateurs » de l'organisation communautaire. Il a critiqué les sanctions imposées au Niger, affirmant qu'elles n'existaient pas dans les textes officiels, remettant en question la légitimité et la cohérence des actions entreprises par l'organisation sous-régionale que le Burkina, le Mali et le Niger ont quitté dimanche 28 janvier. Et selon le capitaine Traoré, il n'y a plus de retour possible. « Plus jamais de CEDEAO. C'est fini », a-t-il décrété.

Le chef de l'Etat burkinabè a également exprimé sa frustration concernant les contraintes imposées par les alliances traditionnelles avec certaines puissances occidentales. « *Avec la Russie, il n'y a pas de choix d'équipements que nous souhaitons payer. Alors que les autres nous imposent des restrictions* », a-t-il souligné. Il a salué la flexibilité des fournisseurs non occidentaux tels que la Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran et la Corée du Nord, soulignant leur volonté de répondre aux besoins de son pays en matière d'armement.



Le capitaine Ibrahim Traoré, président de la Transition burkinabè lors de son entretien avec Alain Foka

Emprunter des armes pour combattre le terrorisme

Il a révélé que lors de certaines opérations, le Burkina Faso a été obligé d'emprunter des armes à des pays voisins en raison des restrictions imposées par certains États fournisseurs.

« *Aujourd'hui, dès qu'il y a une attaque, on dit au bataillon d'intervention de bouger parce qu'ils sont entièrement équipés, prêts au combat* », a-t-il ajouté.

Les déclarations franches et sans équivoque du Capitaine Traoré mettent en lumière les défis complexes auxquels sont confrontés les pays africains dans leurs relations avec les puissances étrangères et les organisations régionales.

Sa critique souligne la nécessité d'une approche plus équilibrée et inclusive dans les relations internationales, basée sur le respect mutuel et la souveraineté nationale.

I-Sahel

I-Sahel sur les réseaux sociaux

Twitter; @Sahelnews0f

Linkedin: I-Sahel

Facebook: I-sahel

Site: <https://infosdusahel01.wixsite.com/infosdusahel>

Email: sahelnews333@gmail.com

**Vous pouvez soutenir I-Sahel en faisant vos dépôts sur le numéro à l'affiche.
Merci d'avance**



FAITES VOS ANNONCES SUR I-SAHEL

POUR VOS ANNONCES PUBLICITAIRES CIBLANT LE SAHEL ET LES RÉGIONS ENVIRONNANTES, CONTACTEZ I-SAHEL, LA NOUVELLE PLATEFORME D'INFORMATIONS DÉDIÉE À CET ENVIRONNEMENT DYNAMIQUE ET EN ÉVOLUTION CONSTANTE. AVEC UNE AUDIENCE CROISSANTE ET DIVERSIFIÉE INTÉRESSÉE L'ACTUALITÉ, LES OPPORTUNITÉS COMMERCIALES ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AU LE SAHEL, I-SAHEL OFFRE UN ESPACE IDÉAL POUR PROMOUVOIR VOS PRODUITS ET SERVICES.

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR NOS TARIFS PUBLICITAIRES ET FORMATS D'ANNONCES, VEUILLEZ NOUS ENVOYER UN MAIL À SAHELNEWS333@GMAIL.COM.



Qui sommes-nous ?



Nous sommes un média dynamique porté par une équipe de journalistes locaux expérimentés, passionnés par la région du Sahel. Notre vocation est claire : informer juste sur les événements qui se déroulent dans cette partie du monde.

Dans un paysage médiatique souvent dominé par des récits stéréotypés et des perspectives extérieures, nous sommes là pour offrir une autre grille de lecture, plus nuancée sur le Sahel. Nous croyons fermement que les journalistes locaux sont les mieux placés pour comprendre et raconter les histoires de leur propre communauté.

Notre équipe est composée de journalistes qui vivent et respirent le Sahel. Leur expertise et leur connaissance intime de la région nous permettent de fournir des informations précises et contextualisées.

Aussi, nous sommes guidés par des principes journalistiques rigoureux, axés sur la recherche de la vérité et la vérification des faits. Notre objectif est de présenter une image fidèle et équilibrée des événements, même les plus complexes.

Nous nous engageons à offrir une perspective unique sur le Sahel, en mettant en lumière les voix et les histoires souvent négligées par les médias traditionnels. Nous croyons en la diversité des points de vue et en l'importance de refléter la richesse culturelle et sociale de la région.

Conscients de l'impact que nos reportages peuvent avoir sur les communautés du Sahel, nous nous efforçons de produire un journalisme qui informe, inspire et suscite le dialogue pour un changement positif.

Que vous soyez intéressé par les questions sécuritaires ou les développements politiques, économiques, sociaux ou culturels, I-Sahel est votre source d'information de confiance sur le Sahel.

Sahelement vôtre